

Informations sur Madagascar

Données générales¹ :

Superficie : 587 041 km²

Capitale : Antananarivo

Population : 29,6 Millions habitants (croissance annuelle +2,4%)

Espérance de vie à la naissance : 64 ans

Population de moins de 15 ans : 39%

Taux d'alphabétisation : 77 %

Religions : fond commun traditionnel axé sur le respect des ancêtres (50 %), christianisme (45 %) dont 25 % de catholiques et 20 % de protestants, et 5% de musulmans.

Indice de développement humain : 164^{ème} sur 189 pays (PNUD, 2019).



Données économiques :

PIB (*Banque Mondiale, 2022*) : 14,95 Mds \$

PIB / habitant : 505\$ par an

Croissance (*Banque Mondiale, 2022*) : 3,8%

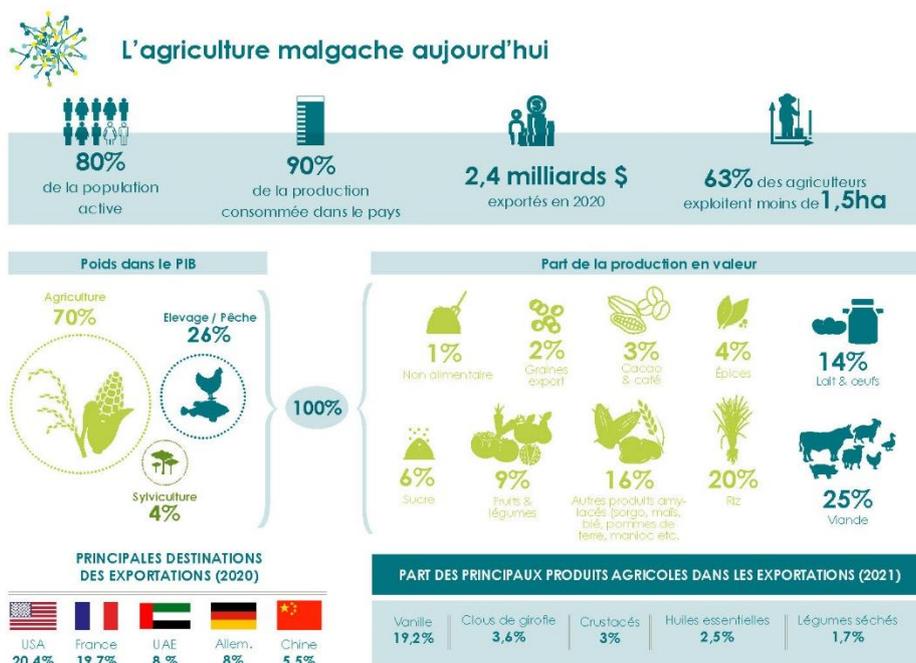
Part des principaux secteurs dans le PIB : Agriculture : 22,4 %, Industrie : 22,4 %, Services : 11%

Données agricoles :

3 millions ha cultivés / 36 millions ha terres cultivables

Production principale : riz (environ 3,6 millions t/an, rendement : 2,5 t/ha)

Productions secondaires : manioc, pomme de terre, petit élevage (poulet, porc, poissons), légumes et fruits



Source : Prerad, Cirad, 2023

¹ Source : Banque Mondiale (2022)

Quelques mots d'histoire :

Les populations Malgaches montrent un mélange génétique d'environ 68% d'ascendance Africaine et 32% d'ascendance Asiatique ; toutefois les origines sont encore floues. Madagascar a été peuplée par des immigrations diverses de la fin du premier millénaire au début du second. Puis la grande île a connu une période féodale (1500-1895). Parmi les royaumes centraux, les plus importants étaient, au sud, le royaume Betsileo et, au nord, le royaume Merina. Ces derniers sont définitivement unifiés au début du 19^{ème} siècle par Andrianampoinimerina.

Radama I^{er} (régnant de 1810-1828), son fils et successeur ouvre son pays à l'influence européenne exercée principalement par les Britanniques. Grâce à leur soutien, il étend son autorité sur la majeure partie de l'île. C'est ainsi qu'à partir de 1817, les royaumes centraux merina, betsileo, bezanozano et sihanaka unifiés par Radama I deviennent pour le monde extérieur, le royaume de Madagascar.

En 1500, les Portugais sous la conduite de Diogo Dias, sont les premiers Européens qui découvrent l'île. En 1643, les Français y installent la Colonie de Fort-Dauphin. Un traité d'alliance franco-malgache est signé le 17 décembre 1885 par la reine Ranaivalona III. L'intention des Français est d'abord d'établir un simple régime de protectorat, affectant surtout le contrôle de l'économie et les relations extérieures de l'île. Mais par la suite, l'éclatement de la résistance populaire des Menalamba et l'arrivée du général Gallieni chargé de « pacifier » le pays en 1896 conduisent à l'annexion et à l'exil de la reine à Alger.

La colonisation française s'étend de 1895 à 1960, marquée par une « guerre d'indépendance » à partir de 1946 et une insurrection violemment réprimée en 1947.



Radama I^{er}, premier monarque du royaume central unifié

Situation politique :

Depuis son indépendance en 1960, Madagascar a connu plusieurs crises politiques (1972, 1991-1992, 2001-2002 et 2009-2013).

En mars 2009, sous la pression de la rue et de l'armée, le président de la République, Marc Ravalomanana, démissionne et part en exil en Afrique du Sud. Le maire de Tananarive, Andry Rajoelina, prend la tête de la Haute autorité de transition (HAT).

Fin 2013, Hery Rajaonarimampianina, ancien ministre des Finances pendant la Transition (2009-2013), remporte l'élection présidentielle. Peu populaire, il n'a pas été reconduit par les électeurs malgaches à l'issue de son mandat en 2018.

En 2018, les tensions ont été très fortes durant les mois qui ont précédé l'élection présidentielle. À la suite de l'adoption controversée à l'Assemblée nationale, puis au Sénat, des projets de lois électorales, début avril 2018, l'opposition est descendue dans la rue. Le 21 avril, les forces de l'ordre ont durement réprimé une manifestation à Tananarive. Les principaux partenaires de Madagascar se sont mobilisés pour éviter une nouvelle crise politique. Plusieurs émissaires (SADC, UA, ONU, OIF et COI) se sont rendus à Madagascar afin de faciliter le dialogue entre le pouvoir et l'opposition.

Le 4 juin 2018, le Premier ministre en poste depuis avril 2016 démissionne et est remplacé par un nouveau - politiquement neutre – qui forme un gouvernement de « cohabitation » le 11 juin avec pour principale mission la préparation des élections. 36 candidats étaient en lice.

Andry Rajoelina (MAPAR) remporte l'élection présidentielle avec 55,66 % des suffrages exprimés. Son rival, Marc Ravalomanana (dont le parti TIM a obtenu 44,34 % des voix) a d'abord contesté les résultats, puis félicité le vainqueur.

Sa réélection au premier tour le 16 novembre 2023 s'est réalisée au forceps, lors d'un scrutin boycotté par 10 des 13 candidats et dans un climat de répression de toutes manifestations de l'opposition, interdites par les autorités depuis plusieurs mois.



Situation économique :

L'économie de Madagascar est une économie de marché qui s'appuie sur une industrie agricole bien établie et sur les industries émergentes du tourisme, du textile et de l'exploitation minière.

L'agriculture malgache produit des cultures tropicales de base telles que le riz et le manioc, ainsi que des cultures de rapport telles que la vanille et le café. La richesse des ressources naturelles de Madagascar soutient son importante industrie minière.

En outre, le statut de Madagascar en tant que nation en développement exempte les exportations malgaches du protocole douanier dans certaines régions, notamment aux États-Unis et dans l'Union européenne. Ces exemptions ont soutenu la croissance de l'industrie textile.

Malgré les ressources naturelles et les industries en développement, la crise politique malgache de 2009 - considérée par la communauté internationale comme un coup d'État illégal - a découragé les investissements étrangers et a entraîné le déclin de l'économie malgache. Les investissements étrangers ont repris après les élections début 2014. En 2018, Madagascar était l'une des économies à la croissance la plus rapide. Cependant, Madagascar fait toujours partie des pays les plus pauvres du monde. L'instabilité politique, la faiblesse des institutions et la mauvaise gouvernance ont été des obstacles à la croissance économique du pays.

La pandémie de COVID-19 a mis un frein aux quatre années de croissance économique de Madagascar avec une baisse des exportations, l'arrêt brutal du tourisme et une diminution des investissements directs étrangers. Après une croissance du PIB réel de 4,4 % en 2019, le pays est entré en récession en 2020, avec une baisse du PIB réel de 4 %. Les secteurs manufacturier, minier et des services ont été les plus durement touchés en raison des mesures de confinement, tandis que l'agriculture s'est plutôt bien comportée. La crise a également mis le secteur financier sous pression, ce qui a incité la banque centrale à injecter des liquidités dans le système avec une maîtrise des prix. L'inflation s'élevait à 10,5% en 2023 contre 4,2 % en 2020. Les recettes fiscales ont chuté, tandis que les dépenses ont augmenté de manière significative, le gouvernement ayant pris des mesures pour atténuer la crise du COVID-19. En conséquence, le déficit budgétaire s'est aggravé.

1. Fert à Madagascar

Fert a démarré ses activités à Madagascar en 1985 à la demande du Père franciscain Jacques Tronchon, lui-même sollicité par l'Association pour la Valorisation, l'Extension et l'Aménagement de la Moyenne Mania (AVEAMM), une structure issue d'une démarche œcuménique venant des églises catholique et protestante malgaches. Sollicitée pour la rénovation d'une route, Fert, par la voix de son directeur, Michel Mollard, répond au Père Tronchon : « *Nous n'avons pas vocation à financer la rénovation de routes ; en revanche, il peut être intéressant de s'appuyer sur la base pour porter un projet de développement qui répond véritablement aux besoins des paysans* ».

Après une première mission exploratoire, Michel Mollard embauche Laurent Causse, premier expatrié à Madagascar. Les premières actions ont consisté à établir un lien de confiance en proximité, d'animer des groupes de caution solidaire pour des prêts, d'engager des actions de développement agricole autour des cultures de riz pluvial et arboriculture ...

A la fin d'une période de trois ans, la convention qui lie Fert à l'AVEAMM est renégociée dans un climat conflictuel. Le travail de Fert avait plutôt réussi. Fert était devenue l'interlocuteur des paysans qui avaient créé leur organisation paysanne Fifata (Fikambanana Fampivoarana ny Tantsaha ou Association pour le progrès des paysans) en 1989. Ceci ne plaisait guère aux responsables de l'AVEAMM qui avaient cette vision des gens des villes qui veulent le bien des gens de la campagne ...

Il serait bien trop long d'en raconter l'histoire ici mais nous vous invitons à lire le livre publié par Fifata pour ses 25 ans en 2015 : « *Le Chemin vers le progrès des paysans malgaches – Fifata, 25 ans d'histoires d'hommes et de femmes (1989-2014)* ».



2. Le Groupe Fifata

Le groupe Fifata : à l'origine une petite association paysanne locale

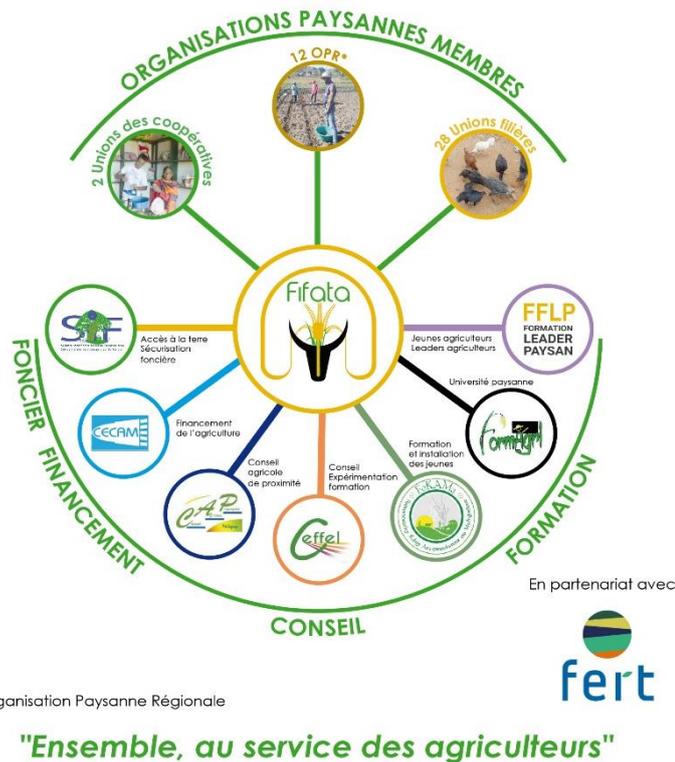
Fifata a été créée en 1989 par quelques centaines de producteurs de deux régions des Hautes Terres (Amoron'i Mania et Vakinankaratra) ; elle est l'une des plus anciennes organisations paysannes faitières (OPF) à Madagascar.

Depuis ses origines, Fifata défend une agriculture familiale, professionnelle, compétitive dans le respect de l'environnement et contribue à construire les services nécessaires pour y parvenir.

Toute la dynamique de structuration des producteurs accompagnée par Fert à Madagascar a pour origine le partenariat avec Fifata. Ainsi, au fil des années, et avec l'aide technique et financière de Fert, Fifata a structuré le monde agricole dans 12 des 23 régions du pays.

En 2024, le groupe Fifata est composé de :

- 369 500 exploitations agricoles familiales bénéficiant des services du groupe Fifata
- 12 OP régionales (OPR) membres, 28 unions filières régionales, 7 390 OP de base (OPB)
- 6 organisations paysannes spécialisées : SIF, Cecam, Cap Malagasy, Ceffel, Fekama, Formagri
- 1 unité de formation des leaders paysans au sein de Fifata (FLP)

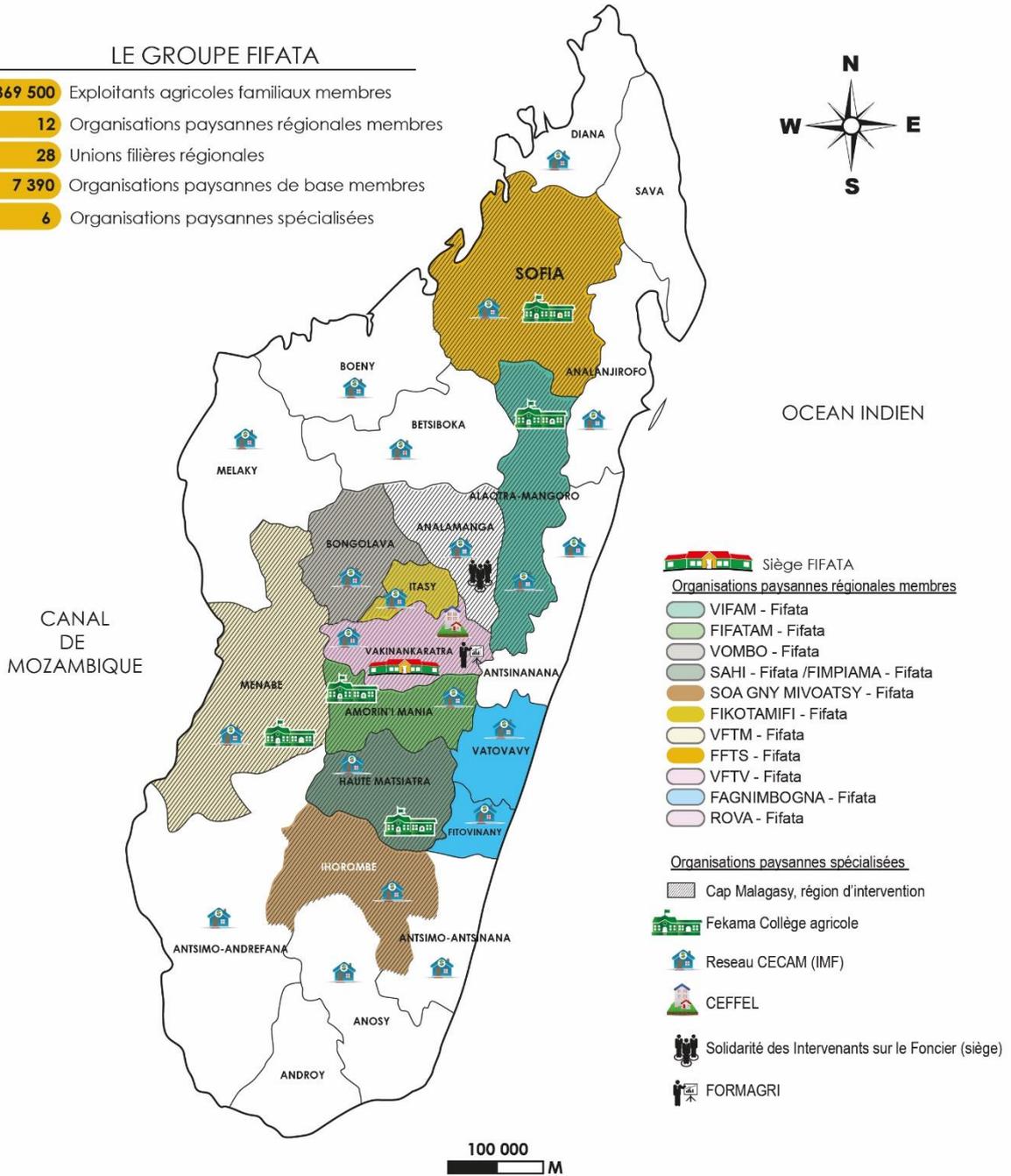


En termes de services concrets aux producteurs, le groupe Fifata représente chaque année :

- Plus de 800 000 vaccins (volailles, porcs)
- 2 000 leaders paysans formés
- 1 500 formations, 1 300 démonstrations
- 1 200 locaux de stockage opérationnels
- 2 800 producteurs bénéficiant de services fonciers et juridiques
- Plus de 1 800 paysans relais opérationnels
- Environ 320 jeunes en formation initiale

LE GROUPE FIFATA

- 369 500** Exploitants agricoles familiaux membres
- 12** Organisations paysannes régionales membres
- 28** Unions filières régionales
- 7 390** Organisations paysannes de base membres
- 6** Organisations paysannes spécialisées



Une croissance axée sur les services concrets aux agriculteurs membres

Dans une démarche de dialogue constant avec les agriculteurs, et grâce à l'ingénierie technique et financière de Fert, Fifata a progressivement développé des services concrets et innovants au service de ses membres et de l'agriculture malgache, en particulier autour du financement de l'agriculture, de la formation, du conseil agricole et de la sécurisation foncière.

Le financement de l'agriculture



Très tôt, Fifata a identifié l'accès au financement comme l'un des blocages majeurs du développement des exploitations agricoles familiales. Des solutions pragmatiques d'épargne et de crédit ont été progressivement développées constituant les fondations de ce qui deviendra le réseau **Cecam** (Caisses d'Épargne et de Crédit Agricole Mutuels), premier fournisseur de crédits aux agriculteurs malgaches. Aujourd'hui, Unicecam constitue un acteur financier de premier plan par sa taille et sa vocation agricole affirmée ; dans 18 des 23 régions de Madagascar, ses 206 caisses locales offrent des services financiers à plus de 312 000 sociétaires.

A partir de 2008, Fifata s'est également investie auprès du ministère de l'Agriculture pour la mise en place des dispositifs pilotes de financement du développement agricole et notamment des services agricoles. Dans ce cadre, Fifata a demandé à Fert d'œuvrer à la mise en place de CSA (Centres de Services Agricoles) et de FRDA (Fonds Régionaux de Développement Agricole) dans 5 régions. Cette action se poursuit dans le cadre du Fonds de Développement Agricole (FDA).

La formation

La formation a été le deuxième axe fort d'intervention de Fifata pour répondre à la demande de ses membres. De nombreuses actions ont été développées depuis 20 ans dans ce sens avec en particulier :



La formation des producteurs et des techniciens sur les techniques agricoles, qui a donné naissance à l'association **Ceffel** (Conseil, Expérimentation, Formation en Fruits et Légumes) aujourd'hui véritable vitrine de la formation professionnelle sur les Hautes Terres avec, chaque année, dans son centre d'Andranobe près d'Antsirabe (centre de formation et exploitation de 20 ha conduite en grande partie en agroécologie), plus de 8 000 producteurs et techniciens formés, 200 expérimentations et essais conduits et de nombreux visiteurs. Ceffel est au cœur de la structuration de filières semencières : plants de pommes de terre (en lien étroit avec la FN3PT) et semences potagères.

La formation des leaders via deux cursus de formation complémentaires : **FPLP** (Formation Leaders Paysans), unité de formation intégrée à Fifata qui forme plus de 1 000 élus par an à différents niveaux (jeunes leaders, leaders locaux niveau village et commune, élus d'OP régionales, tandem président-directeur pour les OP régionales et nationales) et l'association **Formagri** qui forme des élus et cadres d'OP nationales pour permettre un poids syndical plus fort de la profession.



La formation des jeunes agriculteurs via les collèges agricoles fédérés au sein de **Fekama** (Fédération des 5 collèges agricoles) qui assure chaque année la formation d'environ 320 jeunes via une formation initiale en 3 ans, et l'accompagnement à l'insertion professionnelle de plus de 100 jeunes chaque année. Cette action s'est développée avec un fort accompagnement pédagogique du CNEAP.

Le conseil agricole

En réponse au constat que les changements durables dans les exploitations ne peuvent se faire que par un conseil de qualité et dans la proximité avec du personnel préalablement formé, Fert et le Groupe Fifata ont mis en place un dispositif de formation de techniciens (formateurs, conseillers agricoles... formés par Ceffel) et un dispositif de conseil agricole au service des OP membres.



L'association **Cap Malagasy** (Conseil Agricole de Proximité) porte une cinquantaine de conseillers agricoles qui interviennent dans 10 régions de Madagascar. Ils mettent en œuvre de nombreuses actions pédagogiques (chaque année environ 20 000 exploitations bénéficiant d'un conseil de proximité, plus de 1 600 OP accompagnées, 800 formations techniques, près de 1 000 démonstrations, et 260 visites d'échanges). Ce dispositif de conseil agricole est un levier fort pour le développement des services des OPR membres de Fifata en région (vaccination animale, production de semences ...) et l'organisation des producteurs au sein de filières agricoles ; ainsi Fifata fédère chaque année un nombre croissant d'unions filières de niveaux communal, intercommunal et régional.

La sécurisation foncière

Le foncier est un sujet très sensible à Madagascar. Le morcellement des terres et la complexité des procédures de titrage ont amené Fifata à se positionner fortement auprès des pouvoirs publics sur les questions d'accès à la terre et de migrations. Pour rester très vigilante face aux opérations foncières, Fifata s'est fortement investie dans la création de la **SIF** (Solidarité des Intervenants sur le Foncier), association spécialisée et aujourd'hui reconnue sur le plan international pour ses actions de défense des droits fonciers des producteurs malgaches (lobbying auprès des décideurs, actions de sensibilisation ...).



Le syndicalisme agricole

Parallèlement à son développement opérationnel, **Fifata** a accru sa notoriété et sa légitimité à la fois auprès des producteurs et des pouvoirs publics, ce qui lui confère un rôle de plus en plus important de représentation et de défense des intérêts des producteurs malgaches. Fifata a progressivement consolidé son action syndicale en défendant au cours des dernières années des chantiers de politiques agricoles d'envergure nationale tels que la réforme foncière, la formation des jeunes, le soutien aux dispositifs de financements FDA... Elle est investie dans de nombreux espaces de concertation au niveau national (CN-FDA, CN-FAR ...) et, avec les autres OP faitières (OPF), est un interlocuteur privilégié de l'Etat. Elle préside par ailleurs le CNAF (Comité National de l'Agriculture Familial), ce qui lui confère un rôle au niveau international dans le cadre du Forum Rural Mondial.



Créer une cohérence d'ensemble au sein du groupe Fifata

Le principal risque fréquemment observé pour une organisation faitière telle que Fifata est de perdre le lien avec sa base, notamment sur les orientations et la gouvernance des services qu'elle a contribué à mettre en place. Alertée par le développement très rapide de Cecam, et la difficulté de garder une présence dans la gouvernance des services (croissance rapide et évolution très technique des services), Fifata a conduit une réflexion stratégique en 2012-2013 qui a mené à cette vision du groupe Fifata et s'est depuis opérationnalisée autour de projets et services communs.

Cette vision a été déclinée en stratégie, dans laquelle Fifata est au cœur du dispositif et assure un rôle essentiel de cohésion et d'orientation stratégique entre les besoins des organisations paysannes membres d'une part et les organisations spécialisées en services agricoles d'autre part. Pour garantir ce lien, Fifata incite ses OP membres à être représentées, via leurs élus, dans les instances de gouvernance des différentes structures spécialisées du groupe. Ainsi, aujourd'hui Fifata assure la Présidence de la SIF, de Fekama, de Ceffel, de Formagri et de Cap Malagasy.

Pour faciliter ce lien opérationnel, Fifata a aussi mis en place des commissions filières (pommes de terre...) et services (formation, financement de l'agriculture ...) qui assurent un lien opérationnel fort entre les besoins des OP membres et les services mis en œuvre par les acteurs spécialisés. L'objectif est également que ces acteurs spécialisés contribuent au renforcement de compétences des OP membres dans leur capacité à développer des services aux producteurs.

Avec l'appui de Fert, Fifata encourage la mise en œuvre d'actions multi-acteurs, associant plusieurs organisations du groupe Fifata, de façon à répondre à des enjeux majeurs comme le développement de l'agriculture autour de la capitale Antananarivo, l'expérimentation et la diffusion de pratiques agroécologiques, ou encore la professionnalisation de la production de plants de pommes de terre.

Enfin, Fifata est l'instance de représentation des producteurs vis-à-vis des autorités et décideurs ; elle s'appuie pour ce faire sur l'expertise technique des acteurs du groupe (par exemple Fekama sur la formation des jeunes...).

Le pilotage d'un tel dispositif, unique à Madagascar en termes de services et d'implication de la profession, nécessite du temps, des moyens et un accompagnement visant une autonomie progressive de chaque acteur et une cohérence d'ensemble. Les projets, élaborés par Fifata ces dernières années, incluent tous cette dimension groupe Fifata qui permet, par le soutien à une des actions, de soutenir l'ensemble du dispositif.

Fert, soutenue depuis 40 ans par Unigrains, et Fifata recherchent ensemble les moyens de soutenir cette action dans la durée, en complément des moyens croissants mobilisés par les agriculteurs eux-mêmes.

